

News! De la coopération luxembourgeoise

2015 : L'Année européenne pour le développement.

La première année européenne s'est tenue en 1983 et depuis chaque année un sujet différent a été mis en avant à travers l'Europe. Cette année-ci, pour la première fois, un sujet de politique extérieure – la coopération au développement- sera thématiqué ensemble avec les citoyens européens. En plus l'année 2015 devrait être une année particulière : il s'agit de l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, établis en 2000 par la communauté internationale, et pour la définition des objectifs qui leur succéderont – les objectifs de développement durable. L'année 2015 verra également naître à Paris un nouvel accord mondial sur le Climat, le COP 21.

Le 9 janvier le lancement officiel de l'année européenne pour le développement (AED) était célébré au niveau européen à Riga, en présence d'un grand nombre de responsables, dont le Ministre de la Coopération de et de l'Action humanitaire, M. Romain Schneider et M. Jean-Claude Juncker en tant que Président de la Commission européenne.



Pour marquer le lancement de l'AED au niveau national, M. Romain Schneider avec l'Ambassadeur spécial pour l'AED, M. Ben Fayot et avec leurs partenaires du Cercle de coopération, de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg et du Bureau d'information du Parlement européen au Luxembourg, célébraient, le début de cette Année européenne 2015 avec plus de 250 invités au Lycée Athénée du

Luxembourg. Devant un public, aussi divers qu'engagé, se composant de députés luxembourgeois, ambassadeurs et diplomates, de représentants des organisations de la société civile luxembourgeoise et surtout devant plus de 100 élèves chaque, partenaire était invité à livrer sa vision de la coopération, conformément à l'esprit de cette AED. Un des buts principaux est de sensibiliser le plus grand nombre de gens et surtout nos jeunes citoyens, pour les questions de développement et de faire comprendre que chacun peut y participer et peut assumer sa responsabilité.



Contenu

2015 : AED	1
Emergency.lu	2
Cabo Verde : PIC IV	2
ONUSIDA	3
Mali : PIC III	3
JPO : UNFPA	4
UN Women	4
COP20 Lima	5

En bref

Sommet humanitaire mondial	2
CAD : Revue à mi-parcours	3
UNFPA in Lao DPR	4

Sommet Humanitaire Mondial

Dans le cadre du processus de consultation mondiale en vue du Sommet humanitaire mondial de mai 2016, la réunion de consultation régionale regroupant l'Europe, le Canada, les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, s'est tenu à Budapest, en Hongrie, les 3 et 4 février 2015.



Cette consultation vise à stimuler le débat et d'autres réflexions sur les manières de garantir une action humanitaire optimale pour l'avenir.

Les discussions sont axées sur les quatre thèmes suivants : l'efficacité humanitaire, la gestion des risques et réduction des vulnérabilités, la transformation via l'innovation ainsi que la réponse aux besoins des personnes vivant dans les conflits.

Six systèmes « emergency.lu » déployés dans les zones affectés par Ebola.

Six systèmes de télécommunication par satellite du projet « [emergency.lu](#) » ont été déployés dans la région affectée par l'épidémie de l'Ebola. Trois systèmes offrent de la connectivité en Sierra Leone, dont deux en soutien au « *Emergency Telecommunications Cluster* » (ETC) dans les camps de Port Loko et Moyamba, et un installé à l'hôpital de Serabu dans le cadre du projet de télémédecine SATMED en soutien à l'ONG allemande *German Doctors*.



Un quatrième système assure la connectivité du laboratoire B-LiFE déployé par la protection civile belge en soutien à l'organisation française ALIMA à N'zerekoré en Guinée. Deux systèmes sont entreposés à Accra et à Freetown en attendant leur déploiement selon les besoins identifiés par l'ETC. Toujours dans le contexte de l'épidémie de l'Ebola, deux volontaires de la protection civile luxembourgeoise ont fait partie d'une équipe de la protection civile allemande

la protection civile allemande (Technisches Hilfswerk – THW) en décembre 2014 qui a mis en place un camp hospitalier au Bénin pour accueillir des malades en cas de propagation du virus dans ce pays. En outre, en décembre 2014 et en janvier 2015 deux autres volontaires luxembourgeois ont participé à deux missions successives de l'UNDAC (UN Disaster Assessment and Coordination) à Bamako, en tant que représentants du réseau IHP (*International Humanitarian Partnership*). Leur rôle était d'offrir un soutien technique à la mise en opération du nouveau Centre des Opérations d'Urgence du Ministère de la Santé malien, en préparation à une éventuelle flambée du virus au Mali.

En date du 19 décembre 2014, le ministre Romain Schneider a signé le contrat de prolongation du projet « [emergency.lu](#) » pour les années 2015 à 2020 avec les partenaires privés SES TechCom, Hitec Luxembourg et Luxembourg Air Ambulance. A la même occasion, il a signé un nouvel accord de partenariat avec Schenker Luxembourg.



Préparation du quatrième Programme Indicatif de Coopération (2016-2020) avec le Cabo Verde

Après avoir lancé les travaux d'identification par un atelier conjoint, qui a eu lieu avec la contrepartie capverdienne fin octobre 2014 à Praia, les échanges se sont poursuivis avec les Ministères techniques, ainsi qu'avec les Ministères des Relations extérieures et des Finances. Ils ont permis l'élaboration d'un projet de document du PIC, dont les grandes lignes viennent d'être présentées à la Chambre des députés le 9 février dernier. Le document du PIC devrait en principe être finalisé d'ici mars 2015 et la signature du document final du PIC peut donc être envisagée lors de la XVe Commission de Partenariat entre le Cabo Verde et le Luxembourg, qui aura lieu en mars 2015.

Doté d'une enveloppe de 45 millions d'euros, le PIC IV – le premier de sa génération parmi les pays partenaires – couvrira la période de 2016 à 2020. Tout en gardant les axes prioritaires de l'emploi et de l'employabilité (où le Luxembourg assume le rôle de chef de file parmi les bailleurs) ainsi que de l'eau et de l'assainissement, le PIC IV s'ouvre aussi aux énergies renouvelables en tant que nouveau secteur d'intervention, à une hausse substantielle de l'appui budgétaire sectoriel, à la coopération avec les acteurs décentralisés et à l'intensification des relations économiques bilatérales, qu'il entend encourager, sur demande capverdienne et dans les limites du principe de l'aide non liée, inscrit dans le programme gouvernemental luxembourgeois

Le Luxembourg, parrain de l'Objectif 90-90-90 de l'ONUSIDA

L'ONUSIDA a demandé au Luxembourg de devenir le parrain de sa nouvelle initiative de traitement du VIH « 90-90-90 », une invitation qui a été acceptée avec plaisir. M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration est le « visage » de cette campagne de parrainage, qui a été lancée officiellement le 13 janvier à Genève en présence de M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA.



L'ONUSIDA est un partenaire de longue date de la Coopération luxembourgeoise. Un soutien qui ne se traduit pas uniquement en matière de contributions financières, mais aussi et surtout en matière de soutien politique, même au niveau des sujets les plus sensibles. Cette campagne vise à assurer l'intégration complète de la lutte contre le sida dans l'agenda de développement de l'après-2015 avec des cibles et indicateurs appropriés.

L'ONUSIDA a adopté une « fast-track approach » pour les cinq prochaines années (2016-2020) qui, d'après ses divers modèles et scénarios, seront déterminantes pour les dix suivantes (2020-2030). C'est dans cette optique que l'ONUSIDA a lancé 90-90-90, un triple objectif, très ambitieux, mais nécessaire, si on veut concevoir de mettre fin à l'épidémie du sida en tant que menace à la santé publique d'ici 2030. « 90-90-90 » fait suite à « Treatment 2015 » qui prévoyait de mettre sous traitement, d'ici décembre 2015, 15 millions de personnes infectées par le VIH, un objectif qui sera atteint, voire même dépassé au printemps 2015. « 90-90-90 » va encore plus loin en prévoyant que d'ici 2020 90 % des personnes infectées par le VIH connaissent leur statut sérologique, 90 % des personnes dépistées soient sous traitement et 90 % des personnes sous traitement aient une charge virale durablement supprimée.

En tant que parrain, le Luxembourg s'est engagé à promouvoir ces objectifs à tous les niveaux. La Présidence luxembourgeoise du deuxième semestre de cette année, l'Année européenne pour le développement, ainsi que la finalisation du post-2015 seront des foras clés pour ce travail de promotion. Une première réunion se tiendra les 10 et 11 février prochains à Genève et portera sur les populations clés – sujet très sensible et souvent contentieux mais qui se trouve au cœur de la lutte contre le sida. Cette réunion servira aussi de deuxième phase du lancement officiel international de ce parrainage avec une session d'ouverture devant un grand nombre d'acteurs et la presse internationale de ce parrainage luxembourgeois de 90-90-90.

Atelier de validation du troisième Programme Indicatif de Coopération avec le Mali (2015-2020)

Le 28 janvier s'est tenu à Bamako l'atelier de validation du troisième PIC (2015-2020). A cet atelier, présidé par le Ministère des Affaires étrangères malien, participaient en outre les Ministères techniques maliens comme la partie luxembourgeoise. Les agences d'exécution – Luxdev, Proman, les universités de Bamako, PNUD, BIT, PAM, FAO – étaient présentes à titre d'observateurs. La matinée de l'atelier était consacrée aux discussions portant sur les secteurs d'intervention - le développement rural, la formation professionnelle et la décentralisation - dans la zone de concentration sud, c.à.d. les cercles de Ségou, San, Tominian, Bla et Yorosso. Dans l'après-midi, les participants se sont penchés sur ces mêmes secteurs d'intervention, complétés par celui de la santé, dans la zone de concentration Nord, qui comprend à partir du PIC III non seulement la région de Kidal, mais aussi celle de Gao.

Il est prévu que le nouveau PIC, doté d'une enveloppe de 55 millions d'euros, pourra être signé dès mars 2015 à Luxembourg. Il convient cependant de noter que la mise en œuvre du PIC et sa durabilité, surtout des actions en matière de décentralisation et dans la zone de concentration Nord, dépendent de la capacité du Mali à renforcer la stabilité et à rétablir la paix dans le Nord, avec la signature de l'accord d'Alger en 2015 et la phase de transition qui suivra.



CAD: Revue à mi-parcours

Le 13 janvier a eu lieu la revue à mi-parcours du CAD concernant l'évaluation de la coopération au développement luxembourgeoise.

Les discussions avec la délégation d'experts venus de Paris ont porté sur le suivi de toutes les recommandations que le CAD avait retenu lors de la revue des pairs en 2012, notamment sous l'angle de la cohérence des politiques.

Une rencontre a également eu lieu dans ce cadre avec des représentants du Cercle des ONG.

Les constats du CAD sur les progrès accomplis ont été globalement positifs.



UNFPA in Lao PDR

In Lao PDR, UNFPA (which is funded by the Luxembourgish government with 1,5 million euros from 2011 -2015) is active since 1976 and works with the Government and international non-governmental organisations to support programmes that help women, men and young people to have access to accurate information and quality Reproductive Health services, to plan their families and avoid unintended pregnancies, to ensure safe pregnancy and childbirth, to avoid sexually transmitted infections including HIV/AIDS and to combat violence against women.

UNFPA also assists the Government with collecting, analysing and using population and health data to better understand demographic and health issues and plan for further needs and is also committed to achieving the Millennium Development Goals with governments and the international community.



©Micka Perier/UNFPA, Lao PDR

One of UNFPA's recent achievements is to have contributed to the first Adolescent and Youth Situation Analysis (AYSA) of Lao youth, aged 10-24 years, focusing on 5 key areas of young people's lives: health, education, employment, protection and participation. This evidence based document on the situation of young people helps to identify new priority areas for actions and supports the governments in the creation of future programmes.

Anika Brück: ASRH (Adolescent Sexual and Reproductive Health) Programme Officer at United Nations Population Fund (UNFPA) Vientiane, Lao PDR, 30 years old.

It has now been about 15 months that I have started my Junior Professional Officer (JPO) post at the United Nations Population Fund (UNFPA) in Vientiane, the capital of Lao PDR, a landlocked country in South-East Asia with more than 49 distinct ethnic groups, many residing in hard-to-reach mountainous areas. The JPO is a donor funded programme sponsored by Luxembourg which allows young professionals interested in development work and having two years of previous work related experience in a similar field to enter the UN system. Being a professional and learning programme it allows me to apply my already existing expertise while offering me the opportunity to build new technical skills through various training opportunities.



Compared to the work I did before at grassroots level while working in diverse NGOs, I now have the opportunity to work closely with the government which demands a lot of negotiation skills, but which also opens up the opportunity to change the system for the good of the people in need and with the aim of improving public services in a sustainable manner. As programme officer for health and youth, I am working on sexual and reproductive health needs,

choices and rights issues faced by young people who constitute a large proportion of Lao PDR's population. As the country still faces a high adolescent birth rate, many unwanted pregnancies, a high prevalence of sexually transmitted infections (STIs) and one of the highest maternal mortality ratios in the region, UNFPA's support has been integral in responding to the needs of women and the growing youth population.

My role is to support the government in designing and implementing activities ensuring that young people have increased participation in and access to youth-friendly, gender-sensitive and socially inclusive sexual and reproductive health information and services they need to protect themselves and lead a healthy reproductive life. With my colleagues, I am working to ensure that in school comprehensive sexuality information is included in the formal school curricula and taught by peer educators. To reach out of school and most at risk youth, I also support the government to conduct outreach activities and cooperate with civil society organizations. As an example, at the occasion of the International Youth Day, I have collaborated with schools and a local dance group to organize a one week dance and peer education "infotainment" event for youth, combining basic dance and introductory peer education for in-and-out of school young people in Luangnamtha province. The dance teacher's and peer educators closely collaborated to ensure that the dance performance reflected the key message of "Staying in school, preventing teenage pregnancy". The message was additionally spread through the basic peer education sessions.

Being a JPO in a country office give me the opportunity to contribute to the lives of Lao citizens and to improve my capacity on a daily basis through the job training.

UNWomen - Visite du Conseil d'administration au Vietnam

Dans le cadre de leur visite au Vietnam, les membres du conseil d'administration de UNWomen et les représentantes locale et régionale de UN Women ont participé le 11 décembre à Hué à une table ronde organisée par la *Vietnam Women's Union* avec le soutien conjoint de deux projets financés par la coopération luxembourgeoise, l'un via UNWomen (*Strengthening women's response to climate change: empowering grassroots women to cope with natural disasters*), l'autre mis en oeuvre par LuxDev (VIE/033 *Climate adapted local development and innovation project*).

La réunion de Hué fut l'occasion d'aborder les défis spécifiques auxquels sont confrontées notamment les femmes dans l'un des pays les plus affectés par les effets du changement climatique, et ce dans l'une de ses régions, celle du lagon de la province de Thua Thien Hue, qui en est touchée de façon dramatique. Les différentes présentations des représentants de UN Women, de l'Union des femmes du Vietnam et du coordinateur du projet VIE/033 montraient bien comment le Luxembourg, par des synergies entre projets bilatéral et multilatéral, contribue à adresser cette problématique. Ces exemples très concrets des défis rencontrés et du renforcement du rôle des femmes dans la mitigation des risques furent très appréciées par les membres de la mission qui présenteront par ailleurs un rapport de leur visite au conseil d'administration de UN Women au début 2015.

COP 20 à Lima

La vingtième Conférence des parties (COP20) a réuni 195 Etats membres de la Convention-cadre du 1er au 14 décembre 2014 à Lima pour préparer de manière substantielle la COP21 en décembre 2015 à Paris, lors de laquelle la communauté internationale espère pouvoir s'engager pour une action collective en vue de lutter efficacement contre le changement climatique.



Les résultats de la COP20 de Lima sont restés en-deçà des ambitions de l'UE et de ses Etats membres, dans la mesure où les pays en développement ont fait valoir des revendications très exigeantes en matière de différenciation ainsi que de financement. Il faut tout de même saluer que le consensus acté dans le Lima Call for Climate Action va dans la bonne direction en arrêtant des

éléments de langage empêchant le retour en arrière et évitant le nivellement vers le bas de l'ambition des objectifs futurs. En tout état de cause, Lima a donné le coup d'envoi à une année d'intenses négociations en préparation de la COP21 cette année à Paris. Il faut s'attendre à la phase chaude des négociations au cours du deuxième semestre de 2015, période au cours de laquelle le Luxembourg sera en charge de la présidence du Conseil de l'UE.

A Lima, le Luxembourg était représenté, par une délégation menée par la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg et en présence du secrétaire d'Etat Camille Gira. La Direction de la Coopération était aussi représentée dans cette délégation. Des entrevues bilatérales ont eu lieu avec le Népal assumant la présidence du groupe de négociation des Pays les Moins Avancés, le Cabo Verde en tant que membre de l'Alliance des petits Etats insulaires et le Sénégal présidant le groupe Afrique lors de la COP20. Lors de ces entrevues, le Luxembourg a assuré son soutien continu aux pays en développement pour leur action climatique.

5

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

6, rue de la Congrégation
L- 1352 Luxembourg
+352 247 82351
+352 463842

Retrouvez- nous sur le Web:

coopération.mae.lu
www.cooperation.lu

Pour vous désinscrire de News! la
newsletter de la Coopération
luxembourgeoise envoyez « *désinscrire* »
à info.cooperation@mae.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire